

Sommaire :

- *Un crevable capitalisme ?*
- *L'Etat ne se paie pas que de mots.*

Pour contacter la Mouette Enragée :

Par mail : lamouette.enragee@wanadoo.fr

Par voie postale : la mouette enragée BP 403 , 62206 Boulogne-sur-mer Cedex

Le blog : <https://lamouetteenragee.noblogs.org>

Retrouvez également notre publication
dans les principaux kiosques de Boulogne-sur-mer !

Chaque mois,
retrouvez la revue **Courant Alternatif**.
Pour plus d'informations consultez le site de l'OCL :
<http://www.oclibertaire.lautre.net>



POUR CONTINUER À PARAÎTRE
LA REVUE ANARCHISTE COMMUNISTE



A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN !

Le mensuel *Courant Alternatif* existe depuis presque 40 ans mais n'est plus distribué en kiosques. Désormais, il ne peut compter que sur ses abonné-es pour continuer à exister. Si vous souhaitez découvrir cette revue vous pouvez commander un numéro gratuit en écrivant à :
OCL c/o Egregore B.P 81213 51058 Reims Cedex

ABONNEZ-VOUS !

Mai 2020

Débacle sanitaire ... Glissement totalitaire



Et maintenant ?

La Mouette Enragée



UN CREVABLE CAPITALISME ?

« *Chaque époque rêve de la suivante* ». W.Benjamin

On n'ignorait pas qu'une nouvelle tempête pointait à l'horizon. Ce que nous ne savions pas c'est quand, où et comment elle viendrait nous surprendre. Les différentes écoles du socialisme ont souvent présenté les crises comme des interruptions de l'accumulation du capital qui, assurément, se dirigerait vers son effondrement. Cette fois encore, on se gardera d'affirmer que le malade rend son dernier souffle. Toutefois, il nous faut admettre, si ce n'est le caractère inédit, au moins la singularité de l'événement.

Les crises trouvent leur origine dans la production, car le système doit produire pour pouvoir consommer et non le contraire. Comme facteur de crise, le Corona-virus n'a pas surgit directement du processus de production, tout comme les monstrueux incendies qui ont ravagé l'Australie pendant plusieurs mois. Pourtant, ces phénomènes ont agi comme si cela était le cas et à une échelle décuplée en comparaison d'événements qui dans un passé proche ont pu leur ressembler. Relevons qu'à lui seul, l'embrasement des forêts australiennes a eu raison du secteur de l'agriculture et fait trébucher l'imposante industrie minière. Et à mesure que les catastrophes se succèdent de manière toujours plus rapprochée, nous nous surprenons à les endurer avec une certaine fatalité. Le capitalisme ne se détermine-t-il pas aussi par un état de crise permanent ? Malgré nous, nous nous accoutumons à vivre au pied du volcan. Moins par accablement que sous la contrainte particulière de la vitesse à laquelle les événements reconfigurent nos existences.

Déjà, pouvons nous nommer cette crise, précisément ? Correspond-elle au cycle de celles qui se succèdent depuis plusieurs décennies ? Pas

capacité (40 à 50 ml) », des « *Aérosols CS à diffusion dispersive moyenne capacité (300 ml)* » et des « *Aérosols CS à diffusion dispersive grande capacité (500ml)* ». (3) Et voilà pour la maîtrise des foules.

Puisque les élites sont indemnes de toute responsabilité et que le risque de résurgence de l'épidémie est une option clairement envisagée pour le déconfinement, il faudra bien que quelqu'un paye.

Le populo se tiendra-t-il à carreau ?

Cruel dilemme...

(1) Les houillères sont nationalisées en 1946, notamment par reconnaissance obligée des actes de résistance des mineurs (grèves en 1941 et 1944, sabotages) et de la collaboration active des propriétaires avec Vichy et l'Allemagne nazie.

(2) L'AFEP (Association française des entreprises privées, un lobby du MEDEF) réunit la majorité des patrons du CAC 40 ; 113 dont 97 françaises entreprises en sont membres.

(3) Détails des appels d'offre sur le (BOAM)

Lutte de classe sous pandémie Quelques sites à consulter :

- Fever Class struggle under pandemic : Fever est une tentative de rassembler des camarades du monde entier, de partager des réflexions sur la lutte des classes et de construire une compréhension collective.

<https://feverstruggle.net/fr/>

- Le collectif CLASSE (Collectif de Liaison pour l'Autodéfense et la Solidarité de classe) : a établi une cartographie des luttes sous Covid et publie régulièrement des interview de travailleurs en lutte.

<http://www.classeenlutte.org>

- Angry Workers of the world : ces camarades de la banlieue de Londres produisent nombre d'analyses et d'informations de première main sur les conditions de travail dans les entreprises de leur région.

<https://angryworkersworld.wordpress.com>

- ASAP : est un journal militant en ligne qui réalise des enquêtes militantes. Il tient actuellement une rubrique de la lutte sociale à l'ère du Corona.

<https://asap.noblogs.org>

<https://mars-infos.org/confinement-et-repression-en-4966>

<https://www.revolutionpermanente.fr/>

<https://lepoing.net/revue-de-presse-des-emeutes-2/>

<https://www.bastamag.net/>

Irresponsables et pas coupables

La bourgeoisie, bien consciente de cet « après » risqué, prend les devants, d'une façon diamétralement opposée à son attitude lorsque de la menace virale amplifiait. Les enjeux politiques et sociaux risquent de s'exprimer par une ample et profonde reprise des mouvements de contestation, même si la bourgeoisie comptera sur la préoccupation financière primordiale des travailleurs lésés : travailler plus...

Les élites, qu'elles tiennent le pouvoir législatif, exécutif, financier ou patronal a besoin d'assurer ses arrières. D'abord l'auto-amnistie préventive en cas de contagion liée au déconfinement : le Sénat à majorité de droite a adopté, lundi 4 mai, contre l'avis du gouvernement, un dispositif qui stipule que pendant l'état d'urgence sanitaire, « *nul ne peut voir sa responsabilité pénale engagée* » pour des contaminations par le coronavirus, sauf en cas d'intention délibérée, imprudence ou négligence », précisant qu'il s'agit d'un dispositif visant à aménager le régime de responsabilité pénale des employeurs, élus locaux et fonctionnaires qui seront amenés à prendre des mesures pour permettre la sortie. Voilà pour la tranquillité pénale des patrons, élus et autres décideurs assermentés ; une mesure de prudence pour éviter les tracasseries qu'avait engendré l'affaire dite « du sang contaminé ».

Cette lâcheté est d'autant plus intolérable que durant le confinement, la population était sous surveillance par tous les moyens : contrôles policiers compteurs *Linky* selon le *Canard enchaîné*, mais pour viser l'occupation des résidences secondaires, ou les touristes clandestins, des nantis il est vrai, survol de la capitale d'hélicoptères équipés de systèmes de vision nocturne, utilisation exponentielle des drones. Un criblage qui sera perpétué puisque le 12 avril, le ministère de l'Intérieur a lancé un autre appel d'offre pour , pour un montant total de 3,8 millions d'euros : des « *microdrones du quotidien* » et des « *drones de capacité nationale* ». S'ajoutent les projets de traçage numérique, controversé comme on dit ; bientôt les caméras à reconnaissance faciale. La société est condamnée durablement à être sous surveillance ; les fins sécuritaires prenant le pas sur la dimension sanitaire. Mais – qui en douterait ? – une fois tout le monde hors de danger, l'État se défera des données accumulées comme d'un masque à usage unique.

En décembre, le gouvernement avait commandé trois lots de LBD 40 (un lot de 180 lanceurs multicoups à six coups, un lot de 270 lanceurs multicoups à quatre coups, et un lot de 1.280 lanceurs mono-coup) pour faire face au mouvement social toujours actif, et en prévision de la réaction aux réformes en faveur du capital mise en œuvre envers et contre tou-te-s. Le 3 mars, pour plus de 3,6 millions d'euros, « *au profit de la police nationale et de la gendarmerie nationale* », précisément des « *Aérosols CS à diffusion dispersive petite*

si sûr ... Malgré sa forme presque *accidentelle*, la rapidité de sa diffusion l'inscrit moins dans le registre *sanitaire* comme on l'entend dire que dans celui d'un certain ordonnancement social.

Souvent on s'interroge où l'on moque la validité de la célèbre thèse de la « baisse du taux de profit ». Considérée comme le talon d'Achille de l'activité du capital elle est réputée le conduire inexorablement à son effondrement. C'est oublier que de multiples solutions ont été mises en œuvre afin de neutraliser le phénomène. L'une d'elle a consisté à accélérer la vitesse de rotation du capital. La vitesse de circulation du virus a donc été corrélée à celle de la circulation de la marchandise, que celle-ci se présente sous la forme d'un touriste en villégiature ou d'un bien manufacturé. Car depuis le berceau, une malédiction frappe le capitalisme : le temps coûte par principe de l'argent et pour le réduire au plus, il faut l'accélérer d'autant. Dans l'affaire du Corona, c'est bien la *chronophobie* du capital qui a opéré, mais cette fois-ci, à ses dépens(1).

S'il paraît aujourd'hui absurde d'établir une distinction entre capital productif et financier, tant la fusion des deux secteurs est achevée, c'est bien dans le désordre qui caractérise le commerce des capitaux que les derniers krachs ont trouvé leur origine. On n'observe rien de comparable aujourd'hui. Quand bien même les places de la finance mondiale ont-elles dévissé, comme il se dit dans le jargon et les cours du pétrole se sont effondrés, cette fois, il s'agit bel et bien d'une crise de la production, ou pour être exact, d'une mise à l'arrêt forcée de pans entiers de l'industrie manufacturière mondiale. Avec tout ce que cela implique, c'est à dire une chute de la productivité, l'interruption des transports et la réduction de la consommation.

Les premiers indicateurs témoignent déjà de la profondeur de la débâcle. Ainsi, selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT), jusqu'à 1,25 milliards d'emplois pourraient être détruits dans le monde. En Chine, la contraction du Produit Intérieur Brut (PIB) semble inédite et en France, les deux tiers des salariés du privés sont au chômage où « *l'industrie ne tourne plus qu'à 25 % de ses capacités* ». Du côté de la finance, on se retient de pavoiser pour le moment. Les banquiers JP Morgan, Bank of America et Goldman Sachs estiment la chute de la productivité pour les trois prochains mois entre 14 et 24 %

Mais revenons en France où il suffit d'écouter les voix fébriles du patronat et de ses relais gouvernementaux réunies pour mieux compren-

dre. D'abord, Patrick martin, le président délégué du Medef qui s'érige en père la morale pour dénoncer *« un changement d'attitude brutal des salariés »*, dont la pression *« menace les entreprises de ne plus être en mesure de poursuivre leur activité »*. À ses yeux, le chef de l'État *« n'a pas assez insisté sur la nécessaire continuité de l'activité économique »*. Il est indéniable que depuis le 16 mars, l'entreprise a regagné en centralité dans le conflit qui l'oppose aux travailleurs. Dans de nombreux secteurs, des luttes ont éclaté pour garantir la sécurité des ouvriers et des ouvrières.

Puis, c'est au tour de la secrétaire d'État à l'Économie de prévenir : *« Il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant pour rattraper la perte d'activité induite par le confinement en cours depuis le 17 mars »*, spécifiant que *« l'enjeu est de donner de l'oxygène aux entreprises pour qu'elles survivent »* et qu'il *« faudra mettre les bouchées doubles pour créer de la richesse collective. »*

Enfin, sa majesté Geoffroy Roux de Bézieux, conclut : *« il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire, (...) car l'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020 »*. D'ores et déjà, les patrons peuvent compter sur les syndicats. La CFDT, toujours à la pointe de la collaboration de classe, appelait dès le 8 avril à signer des accords de reprise du travail dans plusieurs entreprises.

« A bout de souffle ? »

Les crises sont des phénomènes contradictoires qui paradoxalement en détruisant des masses considérables de capital excédentaire et non rentable offrent les conditions d'un nouveau redéploiement d'activité, et ce jusqu'à la prochaine, toujours plus violente... Car les crises sont aussi des cures dont dépend la survie du système. La mise à disposition d'une masse toujours plus considérable d'argent fictif vient à la rescousse des précédentes masses d'argent toutes aussi fictives et promptement effacées des livres de comptes d'un simple trait de plume. Les banques se paient par anticipation et en dernier ressort avec l'assistance de l'État

partout le premier mai. Certes, ces initiatives restent bon enfant au regard de l'ampleur des régressions sociales de circonstance et injustifiées. L'effort et les renoncements exigés sont loin d'être équitables puisque classistes.

Quel bon de sortie ?

On s'achemine donc vers la traditionnelle dichotomie bouffée d'oxygène pour les entreprises en tant que structures économiques et assommoir pour ceux qui produisent et qui consomment. D'un côté, les salarié-e-s de secteurs primordiaux ont donné à fond : moins de monde au taf obligatoire mais sur charge de boulot accrue (livraison, grande distribution, agro-alimentaire, énergie, communication... et bien sûr la santé et l'hygiène) ; de l'autre, chômage technique pour nombre de postes en stand-by.

La spécificité des conditions de travail issues de l'urgence révèlent autant la « bonne volonté » des travailleurs, leur dévouement même, mais aussi la malléabilité du travail en lui-même. À l'échelle mondiale, le patronat des grands groupes a prouvé son cynisme et son hypocrisie. C'est ainsi que, depuis des décennies, plus un vêtement ou presque, plus un jouet, plus un médicament ou un masque n'était plus produit en France. Et qu'advint-il ? Il est possible de relocaliser la production – avec un coup de pouce de l'État (providentiel non ?). En revanche, il faudra assouplir les conditions, les coûts et les modalités de ladite production selon le MEDEF. Le patronat parie sur « ce qui a marché » pendant le confinement pour maintenir ses profits en faisant une règle de la baisse des coûts des postes, des droits... L'exception va servir de socle pour à la normalité.

Ces conditions sont précisément présentées comme en vigueur pendant le confinement. Et davantage encore dont l'impact n'est pas mesurable : quels espaces pour travailler : faudra-t-il pousser les murs, allonger les lignes de production ? Horaires décalés : sur quels critères ? L'état civil des salarié-e-s, leur état de santé, la pénibilité du travail ? Quelles mesures, et avec quelle régularité, relatives au risque de contagion ? Et quid en cas de résurgence de l'épidémie ?

La crise financière de 2008 avait engendré *Occupy Wall Street* et *Les Indignés*. Au sortir, non daté biologiquement, de ce dernier avatar de la mondialisation capitaliste – le virus a emprunté les lignes commerciales de la marchandise et de l'industrie du tourisme – il ne suffira pas de moraliser. Le capitalisme étant non pas immoral mais amoral : on ne peut pas faire du business encombré de scrupules, d'éthique ou d'empathie. Le prolétariat n'aura pas d'autres option que de revenir à la lutte frontale tant les inégalités de classe auront été réaffirmées et accentuées.

(caissières de supermarché, employé-e-s d'entrepôt, chauffeurs de bus, travailleurs de la viande, etc.) sont tenus de se rendre au travail chaque jour en mettant leur vie en danger. Des grèves sauvages éclatent dans le Michigan, en Alberta, en Pennsylvanie ...

Dans certains pays, on ne fait qu'augmenter le traitement déjà en usage. Aux Philippines « *tuez les !* », c'est le mot d'ordre donné par le président Duterte aux forces de police à l'endroit de celles et ceux qui bravent le confinement. En Argentine, la police s'en donne à cour joie dans les quartiers, tirant à balle réelles, humiliant la population à coup d'exercices militaires et de chants national imposés; en Haïti, le confinement martial et aberrant – puisque depuis toujours ou presque le pays souffre de toutes sortes d'épidémies : malaria, paludisme, typhoïde, tuberculose, choléra – est un prétexte, s'il en était besoin, pour ouvrir le feu...

On ne va pas faire le catalogue des réponses populaires, victimes du virus et des opportunités qu'y trouvent États et capital. La pandémie de covid-19 n'est pas qu'une crise sanitaire, c'est aussi une crise politique et sociale d'ampleur mondiale. Émeutes de la faim, mutineries carcérales, révoltes des vendeurs ambulants et des travailleurs migrants, résistances au confinement : aux quatre coins de la planète – Inde, Nigeria, Somalie, Argentine, Chili, Venezuela, Mexique, Koweït, Russie... – les populations se sont rebellées.

Et en Europe ? En Grèce, un Iranien et un Afghan se sont fait tirer dessus par les autorités grecques pour être sorti du camp de Moria et donc « enfreint » les règles du confinement autoritaire...

En Italie, des émeutes sur un fond plus politique, suite à des heurts avec la police, se sont produites et en Belgique à l'occasion de l'enterrement d'un vieux cheminot syndicaliste, militant de l'autonomie ouvrière, membre des Brigades rouges, tout un symbole...

En France, si le bras armé de l'État n'a pas fait usage des armes assurément létales, les contrôles arbitraires, l'habituelle disproportion de la répression – le contrôle du déconfinement s'avère d'une opportunité rêvée pour tester la mise au pas de la population.

Le monde du travail, chômeurs et retraités compris, a déjà été essoré après les ordonnances sur le travail, réforme du chômage, réforme de la fiscalité, réforme des retraites, démantèlement des services publics, rognages des APL et autres pragmatismes des temps de paix et les mouvements sociaux qui en ont résulté violemment réprimés. Si les conditions du confinement sont plutôt respectées, les initiatives diverses ont rappelé que la docilité n'était ni totale ni en suspens. Les Gilets Jaunes ont organisé des manifs aux fenêtres (parfois interdites et abusivement sanctionnées), des salariés ont fait valoir leur droit de retrait et des regroupements se sont produits un peu

sur la masse des capitaux nécessaires à la production de la plus-value collective. Au fond de ce tourbillon, on retrouve la dette des États, le terrain politique de toutes les attaques anti-sociales.

En France un plan d'urgence et de relance de 110 milliards d'aides vient d'être accepté tandis le G 20 a annoncé la suspension de la dette des 76 pays les plus pauvres. Aux États-Unis, 2 000 milliards de dollars vont être versés en soutien aux entreprises en difficulté. Mais encore ?

« L'État à tout prix » ou « le fétichisme de l'État »

Pour l'heure, deux sons de cloches résonnent de concert. L'un martelant les injonctions au civisme, à la cohésion sociale et nationale ainsi qu'à l'esprit de sacrifice. L'autre scénarise déjà « *Le jour d'après* », forcément plus vert, plus respectueux et plus durable ... Dans ces deux cas de figure où l'idéologie est affectée l'État est fatalement convoqué en qualité de protecteur de l'intérêt général. Des deux bords redoublent les discours protectionnistes mêlant retour au localisme et nationalisations, verdissement et appel à plus de solidarité mais surtout ... dans le tutélaire cadre national ! On entrevoit, encore tapis dans l'ombre, cette vieille crispation nationaliste qui n'attend que le moment propice pour en surgir et s'afficher au grand jour.

Une malédiction veut que dans la gauche française, l'État ait toujours été perçu comme promoteur d'égalité et de justice. Ce fétichisme s'est enraciné dans les courants socialistes dans le prolongement de la révolution de 1789. Pourtant, jamais l'État n'en fut à l'avant garde. Il s'y est borné « *à canaliser les vagues menaçantes, à les amortir en tuant les éléments audacieux qui dépassaient les vues de la bourgeoisie qu'il représentait* »(2). Et aujourd'hui encore, cette gauche ou du moins ce qu'il en reste, continue d'abuser son monde. Que signifie de réclamer à l'État d'assumer, au nom de l'équité, un rôle plus *redistributif* ; de davantage taxer « les riches », si ce n'est d'en appeler en définitive à accroître encore et toujours l'exploitation du travail vivant pour s'acquitter de sa dime(3) ? C'est bien sûr cet État là que convoquèrent les Gilets Jaunes, puisqu'il occupe une position centrale dans la reproduction sociale en administrant les différentes formes de revenus indirects. Cruel paradoxe ...

Les mesures d'urgences prises par l'État renforcent sa mainmise sur la société en général, mais de manière extrêmement discriminée. Car

l'Etat favorisera d'abord le capital, et certains capitaux aux dépens d'autres, abandonnant à la faveur de la récession toute une série d'entreprises à la ruine offrant à d'autres l'opportunité d'accroître leur rentabilité. Quant à la part revenant aux travailleurs, elle sera, de toutes les manières, inférieure à celle dont ils s'acquittent en impôts et diverses cotisations.

Mondialisation de l'Etat

La mondialisation de l'économie n'a pu se réaliser que par la mondialisation de l'Etat. Chaque crise générale a débouché sur le dépassement des obstacles qui s'imposaient à l'extension du marché mondialisé. Cette propagation s'est accompagnée d'un envahissement par l'Etat de ce que certains nomment la « société civile ». Sa légitimité, l'Etat l'a gagné au yeux de la population à mesure qu'il la dépouillait de ses activités sociales pour les transformer en institutions. Mais cette subordination il n'a put l'obtenir que par un échange de services qui implique d'accepter certaines contraintes. Ainsi l'Etat, « *administre, protège, sécurise tout comme il envoie à la mort et tue* »(4). Cette faculté, en dernier recours, lui permet de prendre le contrôle intégral de l'économie, notamment d'être le gardien du coffre fort qui garantit les transferts de fond.

En France, sous les apparences de la décentralisation, le pouvoir d'Etat demeure extrêmement concentré et vertical. Ce qui n'est nullement une garantie d'efficacité comme le prouve la débâcle sanitaire à laquelle nous assistons depuis plusieurs mois. Le modèle fédéral américain ne s'est d'ailleurs guère montré plus efficient ...Et, les lois exceptionnelles prises sur le dos des populations risquent fort de servir de cadre à un passage en force de mesures de régressions sociales prévues de longue date.

Un glissement totalitaire

Ce glissement de l'Etat dit de « droit » vers le totalitarisme se vérifie par l'accumulation de lois d'exception graduellement devenues des règles ordinaires. Les dernières en date s'additionnant aux précédentes. Mais c'est avant tout dans l'interprétation des faits et la prétention à les expliquer de manière irréfutable, en s'extrayant de la réalité que le mé-

ce sont les aires de jeux, les terrains de sport et autres bouledromes, voire pour les habitants de cités sur le littoral : les plages, qui constituent bien plus que des espaces récréatifs mais des lieux de vie commune. Et puis, en toute logique, le confinement peut être vécu à l'échelle d'une cage d'escalier. Les habitants forment des familles élargies, sans cesse en contact, vivent ensemble dans les cages d'escaliers, les entrées ou les pelouses pelées pour palier à leur exigüité ou oublier la vétusté des logements. Des formes d'entraide et de solidarité préexistantes au confinement se développent : courses, garde d'enfants, petit service, bricolage... et parfois une résistance aux excès de zèle d'un fonctionnaire « règlement-règlement », qui plus est détenteur de la seule violence légitime. Par exemple, nombre d'exactions policières ont été filmées depuis les balcons et des témoignages largement mis en ligne ; archives indispensables pour rétablir la vérité des interventions policières.

Le confinement a aussi été paradoxalement une opportunité pour le pouvoir de couper court aux mouvements « de masse » – à tout le moins aux regroupements et déplacements éreintants pour les flics – et une cause de griefs supplémentaires pour les classes populaires tant, là encore, sa mise en place a mis en lumière les injustices sociales et les abus de pouvoir des policiers et autres forces de l'ordre.

La lutte aux confins

En temps de crise, qu'il s'agisse d'un krach boursier, d'une guerre, ou d'une épidémie, la bourgeoisie non seulement ne lève pas le pied de la domination et de l'exploitation mais elle l'accentue. Des mesures drastiques sont instaurées sur fond de patriotisme et de « courage politique » – lequel consiste généralement à réclamer des sacrifices de tous ordres à celles et ceux qui ont le moins à perdre.

Cette logique est internationale et des conflits ont éclaté partout. L'exemple des États Unis est parlant : Comme l'a rapporté ProPublica le 24 mars: « *les médecins urgentistes et les infirmières – dont beaucoup affrontent la vague des patients victimes du coronavirus et une pénurie d'équipements de protection – découvrent que leurs indemnités sont en train de diminuer* ». Le secteur de la santé y repose essentiellement sur le secteur privé. Ce sont les boîtes d'interim qui opèrent les recrutements et ces dernières réduisent leur rémunération. Mieux : Altheon Health, important employeur de médecins et d'infirmières, a publié lundi 30 mars une note de service pour informer que « *l'entreprise réduirait le nombre d'heures des cliniciens, les salaires des employés administratifs de 20%. Et il suspendrait les plans 401k (plan d'épargne retraite), les primes et les congés payés* ». Crise, monde concurrentiel, économies tous azimuts, tel est le dessein global de la réforme de l'hôpital public en France. Dans les autres secteurs, des millions de travailleurs

banques, des grands magasins, d', de , , et d'autres encore. Il est vrai que la CGT de l'époque comptait une majorité écrasante de syndiqués et qu'elle était étroitement liée au PCF, lequel venait de se faire virer du gouvernement. Car au-delà des questions salariales, il s'agissait, dans un contexte de guerre froide, de s'opposer au *Plan Marshall*, lequel imposait l'importation de produits made in USA dans toute l'Europe.

Si pour le coup la classe ouvrière a gagné quelques francs, c'est dans le sang que l'État-patron (1) écrasera la grève des mineurs de 1948. Bilan : plusieurs morts, des milliers de blessés, près de 3 000 licenciements de mineurs, des centaines de condamnations à la prison ferme auxquelles s'ajouteront l'expulsion des mineurs grévistes étrangers et déchéance de nationalité des et la suppression en novembre des allocations familiales aux personnes ayant travaillé moins de 18 jours dans le mois. Ces deux dernières mesures, dit au passage, faisait partie de l'arsenal répressif idéalisé par Sarkozy qui murmure aujourd'hui à l'oreille de Macron, à l'encontre des présumés terroristes et parents de sauvages des quartiers pauvres.

Autrement dit, c'est aussi dans la lutte sociale que s'est construite la paix d'après-guerre et pendant des décennies, jusqu'au point d'orgue de 1968.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Qu'on ne se méprenne pas. Si les cafouillages, le dilettantisme et les (mauvais) calculs de l'État ont été patents sur le plan préventif et sanitaire, ce dernier est resté attentif aux intérêts du capital. D'abord en redonnant la main aux entreprises polluantes, lesquelles profitent de l'occasion pour faire la peau à quasiment toutes les contraintes envisagées dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences environnementales. Pour cela, l'AFEP(2), préconise le report du durcissement des règles relatives aux émissions de gaz à effet de serre et réclame de continuer à bénéficier de subventions pour payer la taxe carbone (!) ou encore, sur le plan de l'obligation d'information fiscale, le report des mesures-clefs visant à lutter contre l'évasion fiscale. Quant à la distribution des dividendes, l'État laisse les actionnaires face à leur conscience... Ensuite, en laissant les coudees toujours aussi franche et en encourageant les instances de répression/punition. Enfin en fermant les yeux sur la hausse des prix de produits de première nécessité et obligatoires.

Si les contrevenants présumés sont contrôlés partout, jusqu'à la sortie d'un enterrement ou... au travail (une agricultrice qui sort nourrir ses animaux), ce sont les populations les plus pauvres qui pâtissent du confinement. Emmurées dans les barres et les tours, elles sont privées de leurs déjà maigres espaces sociaux : outre les écoles et les équipements socio-culturels,

canisme devient palpable. La succession de gouvernements s'arc-boutant par la force et la violence à l'exercice d'un pouvoir amplement contesté ne relève plus seulement du déni, il revêt un caractère quasi psychotique. Il n'y a là, rien de propre au régime français, ni à un régime en particulier. L'épisode des masques dérobés à tours de rôle au mains des uns par les autres, telles des bandes de margoulin convoitant le même butin, met en lumière la nature prédatrice de l'État.

Maintenant, comment allons nous sortir de cette impasse ? En position de force ou en état de faiblesse ? La réponse dépend uniquement des moyens à la hauteur de la situation dont nous saurons très rapidement nous doter.

(1) A propos de la chronophobie du Capital, lire ou relire « Fortunes de mer. Lignes maritimes à grande vitesse » Ed. Acratie.

(2) In « La science moderne et l'anarchie ». P. Kropotkine. Ed. Tops/H/Trinquier

(3) Toujours dans cet ouvrage, Kropotkine revient utilement sur l'origine historique de l'impôt p 178 ; 179 : « C'est sur les peuples conquis que les monarchies de l'Orient, et plus tard la Rome des empereurs, prélevait les corvées. Le citoyen romain en était exempté ; il s'en déchargeait sur les peuples soumis à sa domination (...) De la conquête du servage vient donc l'impôt que nous payons à l'État.

(4) De l'État.3. « Le mode de production étatique ». Henri Lefebvre. Ed 10/18.



L'ÉTAT NE SE PAIE PAS QUE DE MOTS !

Ainsi donc la guerre est déclarée à un agent infectieux apatride et qui parasite ses hôtes sans distinction aucune, parfois à mort. Les virus s'attaquent à tous les organismes vivants ; animaux humains et non humains, les végétaux y compris les algues, les champignons, les bactéries et même d'autres virus. Leur principe de fonctionnement : détourner activement la machinerie cellulaire (de l'organisme qu'il infecte) au profit de sa réplication.

Sans même forcer l'allégorie, les processus et les dégâts que produit la pandémie virale ne sont-ils pas un révélateur, voire une extrapolation, de la dégradation sociale, humaine et environnementale engendrés par la mondialisation capitaliste ? Car tous ne sont pas égaux non-plus face au risque infectieux.

Nous assistons ainsi en ces temps pour le moins confus à une série de phénomènes, de réactions et de comportements inhérents aux situations de crise aux apparences guerrières : l'appel à l'*union sacrée* et, par le fait, au lissage politique ; à la production industrielle ciblée ; à la surveillance et au contrôle de masse ; au renforcement des inégalités ; au manichéisme des jugements ; au recours à l'irrationnel ; aux réflexes de survie ; à la désignation de boucs émissaires et aux dénonciations...

Ciblage sanitaire ou sécuritaire ?

Un bref tour du monde permet de voir de quelle façon la réponse à la crise sanitaire liée au coronavirus est organisée par quelques États. Un point commun : les mesures prises, et le confinement en particulier, affectent différemment les riches et les pauvres, les seconds cumulant forcément tous les paradoxes de la situation : surpopulation (il faut se confiner... en nombre !) ; paupérisation (plus possible de gagner un peu de fric) ; risque d'être contaminés (obligés, pour le coup, d'aller travailler) ; discrimination accrue, voire boucs émissaires, davantage s'il s'agit de migrants ou considérés comme tels)... Les classes dangereuses le sont désormais non seulement « par nature » mais aussi parce que potentiellement infectées et propagatrices du virus.

« On vous regarde de travers dans les magasins ? Vous êtes contrôlés dix

fois par jour ? Rassurez-vous, il n'y a qu'une semaine que vous êtes arabe ! ». Cette boutade attrapée sur les réseaux sociaux au début du confinement risque bien de devenir un adage permanent.

En effet, après la crise, il faut s'attendre à ce que certaines mesures d'exception perdurent, à l'instar de ce qui s'est produit en 2018 suite à l'état d'urgence décrété en réponse aux attentats terroristes. Par exemple, ont été transposées dans le droit commun l'assignation à domicile ou les perquisitions administratives. Règne de la subjectivité puisque l'assignation concerne « *tout individu dont il existe « des raisons sérieuses de penser que le comportement constitue une menace pour l'ordre public »* » et les perquisitions pourront être menées en « *tout lieu fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour l'ordre public* ». Et ainsi, lors des mouvements des ces dernières années, des manifestant-e-s ont appris lors de leur interpellation leur qualité de fiché « S », ledit fichage étant prétendu restreint à des suspects potentiellement dangereux.

Quel « après crise » ?

Nous le savons, le patronat compte rattraper son « manque à gagner » dès le déconfinement [] c'en est d'ailleurs la première motivation. Comme après chaque crise, il s'agira de relancer l'économie et c'est le salariat qui devra mettre les bouchées doubles et la casse des conquits sociaux des prolos reprendra de plus belle ; la démolition du programme du CNR, chère à Denis Kessler, N° 2 du MEDEF en 2011, étant à l'œuvre de gouvernement en gouvernement depuis longtemps.

Depuis 1945, l'État était censé jouer l'arbitre entre le capital et le travail. Sous Mitterrand, il avait concédé, au tout début des années quatre-vingt, quelques bonus au monde du travail et, un peu plus tard, Aubry avait accordé les fameuses trente cinq heures. L'État a de fait, historiquement, entretenu et développé sa vocation première d'allié objectif du capital et il faut relativiser la mise en œuvre de ces fameux *Jours heureux*.

Si les nationalisations, que même Macron envisage aujourd'hui, paraissent une mesure positive, il convient de pas oublier que traditionnellement, l'État socialise les pertes et privatise les profits d'abord, ensuite que l'État-patron a les mêmes impératifs dans le monde concurrentiel que toute entreprise capitaliste. D'ailleurs, ne sommes-nous pas embarqués dans la *start-up Nation* ?

À preuve : en 1947, les ouvriers des usines de la *Régie Renault*, nationalisée l'année précédente, se mettent en grève pour des augmentations réelles de salaire (une hausse des salaires octroyée de 11 % pour une hausse des prix moyenne de 43 %), bientôt suivis par les salarié-e-s de , de la , des